

Les crédits

[Français]

M. Ghislain Lebel (Chambly, BQ): Madame la Présidente, le débat que nous tenons ce matin fait rire un peu les députés du Bloc québécois parce que vous savez qu'on n'espère pas demeurer ici bien longtemps et qu'on n'aura pas besoin du régime de pension. Les représentants du Québec vont sûrement quitter cette enceinte sous peu; on prédit que ce sera en 1995.

Cependant, ce qui me fait rire, parce que ce qui se passe ici ce matin est vraiment drôle, ce sont ce que je pourrais appeler ces espèces d'exercices réformistes d'autoflagellation ou d'automutilation salariale. Ces gens-là qui font de la démagogie avec tout et rien, finalement, s'amènent ici régulièrement et parlent de couper les salaires des députés qui sont trop payés, contrairement à l'étude qui a été fournie l'an passé par Price Waterhouse où on disait que les députés de la Chambre des communes étaient sous-payés.

C'est drôle, on n'entend pas tellement parler du cumul des pensions qui existe au sein de ce parti-là, des anciens généraux d'armée qui cumulent à la fois le salaire de député et la pension de général ou la pension d'ancien député d'un parlement provincial et le salaire de député.

Tout cela rime à quoi? Je me demande jusqu'à quel point ils sont sincères lorsqu'ils font de telles interventions. Ne serait-ce pas plutôt dû au fait qu'ils veulent faire de la démagogie à rabais, c'est-à-dire à moindre coût? La journée qu'un de ces représentants du Parti réformiste pourra nous prouver publiquement qu'il a renoncé à la perception de ses diverses pensions accumulées dans les forces armées ou ailleurs, il pourra peut-être imposer le respect aux autres parlementaires présents ici aujourd'hui.

De plus, les économies qu'ils feront sur les pensions non collectées, celles qu'ils vont s'autocensurer, je me demande s'ils vont l'investir à agrandir nos prisons, parce qu'ils sont forts là-dessus, incarcérer le monde plus longtemps. Leur politique de droite va assez mal avec leurs propos de ce matin.

Alors, jusqu'à ce qu'on m'ait prouvé que les réformistes sont de bonne foi et qu'ils ont volontairement, pour ceux qui y ont droit, renoncé à des avantages cumulés dans les fonds de pension reçus d'ailleurs, permettez-moi de douter de leur bonne foi et de leur honnêteté en cette Chambre.

[Traduction]

M. White (Fraser Valley-Ouest): Madame la Présidente, il y a une chose que j'approuve dans l'intervention du député du parti séparatiste: il dit qu'il n'a pas l'intention de siéger ici bien longtemps. Je peux approuver cette affirmation. Nous espérons aussi qu'il ne restera pas ici très longtemps.

Je pense que la question portait en fait sur les épargnes que ce régime de pension nous permet de réaliser. Je ne sais pas si le député l'a entendu dire, mais nous empruntons en fait environ 40 milliards de dollars par année pour diriger notre pays. Nous dépensons 40 milliards de plus que ce que nous encaissons. Je crois que ce serait une bonne idée que d'essayer de combler cette différence, bien que ce soit difficile d'en convaincre les libéraux. Qu'en pense le député? Nous pourrions peut-être simplement tenter d'équilibrer le budget pour faire changement.

Il ne s'agit pas seulement de prendre de l'argent dans quelques-uns de ces comptes ridicules et d'essayer de l'utiliser à bon escient. C'est une question de principe. La question qui se pose, c'est si, après six ans de service ici ou ailleurs, des gens méritent une pension aussi exorbitante que celle-là. Selon les contribuables, la réponse est non. Alors pourquoi devons-nous consacrer autant de temps à essayer de convaincre le gouvernement d'apporter des modifications au régime en question? Nous ne devrions pas avoir à en discuter maintenant. Tous les députés savent que ces changements doivent se faire et qu'il ne devrait pas y avoir de débat là-dessus.

● (1120)

M. Jim Gouk (Kootenay-Ouest—Revelstoke, Réf.): Madame la Présidente, alors que je m'apprêtais, plus tôt aujourd'hui, à venir prendre la parole à la Chambre, j'ai syntonisé la chaîne parlementaire et j'ai pu écouter le député de Glengarry—Prescott—Russell qui parlait. Après avoir entendu ce que le député de Prince George a décrit en termes si éloquents, j'ai jugé bon de modifier substantiellement le discours que j'entendais prononcer.

Le député affirmait que les députés pratiquent une profession honorable et qu'ils ont, lui y compris, beaucoup de mérite d'être ici. Sur la même lancée, il a ensuite parlé de la rémunération et des indemnités des députés qui sont, selon ses propres paroles, certaines des choses qui nous ont amenés ici. C'est peut-être ce qui attire les députés libéraux à la Chambre, mais, madame la Présidente, je puis vous donner l'assurance que ce n'est pas le cas des députés du Parti réformiste.

Le député a également parlé en détail du REER comme solution de rechange au régime de pension des députés. Il a parlé de suggestions qui ont été faites voulant qu'on ait recours à cette solution. Il a ensuite mis le député qui avait soulevé la question au défi de démontrer qu'un REER ou tout autre régime du genre serait plus profitable, et que s'il y parvenait, il démissionnerait. Ce serait merveilleux si nous pouvions le faire.

Quoi qu'il en soit, la réaction du député montre qu'il veut obtenir les prestations les plus élevées possible et qu'il n'appuiera une modification du régime que si on démontre qu'elle lui sera plus profitable. Le député n'a nullement l'intention de faire des sacrifices, ni de tenir compte de la situation financière dans laquelle le Canada se trouve. Il n'acceptera aucun changement qui ne lui rapporte davantage.

Le député a ensuite affirmé qu'il s'agissait d'un faux-fuyant, que le Parti réformiste citait des chiffres faux et que le régime de pension n'était pas déficitaire puisque, selon lui, même si des députés prennent leur retraite et touchent des pensions dorées, les nouveaux députés à la Chambre sont plus nombreux et leurs contributions permettront d'éviter le déficit.

Il est clair que le député ne connaît pas le concept d'effet cumulatif. C'est sans doute aussi ce qui explique que nous accusons une dette de 530 milliards environ, qui augmente au rythme de presque 1 500 \$ à la seconde, et cela à cause de l'effet cumulatif non seulement des dépenses excessives faites par les conservateurs pendant neuf ans, mais aussi à cause des dépenses du Parti libéral avant eux.